

Luxembourg, le 20 août 2020

Monsieur Fernand ETGEN
Président de la Chambre des Députés
LUXEMBOURG



DEMOKRATESCH
PARTEI

Chambre des Députés
Groupe Parlementaire

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 84 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question urgente suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

« Le 20 août, le gouvernement fédéral allemand a retiré le Luxembourg de la liste des régions à risque, car pour la deuxième semaine consécutive le nombre de personnes testées positives à la COVID-19 est en-dessous de 50 par 100.000 habitants. Par contre l'Office fédéral de la santé publique suisse a mis à jour le 20 août la liste des États et des territoires qui sont considérés comme « à risque élevé d'infection » et pour lesquels une quarantaine est obligatoire. Ainsi, elle a retiré aujourd'hui les pays suivants de cette liste : l'Arabie saoudite, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, la Serbie et Singapour. Malheureusement, le Luxembourg fait toujours partie de cette liste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- *Pour quelle raison le Luxembourg n'a pas encore été supprimé de la liste de l'OFSP suisse ?*
- *Monsieur le Ministre a-t-il eu des pourparlers avec les responsables helvétiques dans le but de retirer le Luxembourg de leur liste de pays à risque élevé d'infection, comme cela a été le cas avec les autorités allemandes ?*
- *Dans l'affirmative, peut-on s'attendre à ce que le Luxembourg soit retiré de cette liste dans les meilleurs délais ?*
- *Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il entamer des pourparlers dans le prochains jours ?*
- *Qu'en est-t-il des autres pays européens ? Quels pays européens imposent encore à ce jour des restrictions à*

9, rue du St. Esprit
B.P. 510
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu
www.dp.lu

l'entrée (test négatif récent, mise en quarantaine obligatoire) aux citoyens luxembourgeois ? Est-ce que Monsieur le Ministre compte également entamer des pourparlers avec les autorités de ces pays ? »

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération.



Gilles BAUM
Député